



Ottawa, Canada

Volume 7, N° 47
(Hebdomadaire)

le 21 novembre 1979

| | |
|--|---|
| Augmentation de l'aide canadienne au Kampuchea et appel pour en arriver à un règlement politique | 1 |
| Remise de la médaille Pearson de la Paix au cardinal Léger | 2 |
| Loi sur les jeunes contrevenants | 3 |
| Le secrétaire général de l'OTAN satisfait de la participation du Canada | 3 |
| Proposition du gouvernement québécois pour une entente Québec-Canada | 4 |
| Nouveaux timbres | 6 |
| Recherche sur la prévention des incendies dans les hauts immeubles | 6 |
| Nouvelle politique de l'édition | 6 |
| Remise du prix Olivar-Asselin | 6 |
| La chronique des arts | 7 |
| Nouvelles brèves | 8 |

Augmentation de l'aide canadienne au Kampuchea et appel pour en arriver à un règlement politique

Le Canada a triplé l'aide qu'il prévoyait accorder au Kampuchea (Cambodge), en la portant à \$15 millions, a annoncé, le 5 novembre à New York, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures, Mlle Flora MacDonald. Le Ministre a fait cette déclaration à la Conférence des Nations Unies pour les annonces de contributions aux secours d'urgence au peuple kampuchéen.

Il ne suffit pas cependant, a dit Mlle MacDonald, de soulager la souffrance, "notre véritable défi est de trouver une solution aux problèmes politiques de l'Indochine, et du Kampuchea en particulier".

D'autre part, le Ministre a condamné "cette tragédie causée par l'homme" et elle a lancé un appel aux gouvernements concernés pour qu'ils cessent "de faire de la politique avec la vie de millions de gens". Voici le texte intégral de la déclaration de Mlle MacDonald.

La tragédie se poursuit, Monsieur le Président. Il y a à peine moins de quatre mois, vous nous avez convoqués à une réunion à Genève dans le but de braquer l'attention de la communauté mondiale sur le sort des réfugiés en Asie du Sud-Est. A en juger par la réaction du très grand nombre de pays présents à cette occasion, il est évident que votre appel a touché une corde sensible dans le coeur des peuples de la terre.

Le Canada se place aux premiers rangs des pays d'accueil qui ont offert de donner un nouveau toit aux réfugiés indochinois. A la réunion de Genève, j'ai pu donner l'engagement que le Canada accepterait 50 000 de ces infortunés d'ici la fin de l'année. Je suis heureuse de dire que le programme de réinstallation va maintenant bon train. Des milliers de citoyens se sont regroupés afin de parrainer des réfugiés dans leur communauté, et accueillent chaque semaine des centaines d'entre eux dans leurs nouveaux foyers. De concert avec le gouvernement fédéral et les gouvernements provinciaux, de simples citoyens ont permis au Canada de secourir les *boat people* et d'autres réfugiés, sur une plus grande échelle et avec plus d'efficacité que cela n'aurait été possible si le gouvernement avait dû agir seul.

Anéantissement du peuple kmer

De cette réunion à Genève était né l'espoir d'une solution aux problèmes de l'Indochine. Ces espoirs se sont brisés sur les écueils de la dure réalité. Il ne fait pas de doute maintenant que la totalité du peuple kmer du Cambodge se trouve menacé d'anéantissement par la famine et la guerre. Étant donné la disparition de la presque totalité des enfants de moins de cinq ans, et le péril devant lequel se trouvent les enfants plus âgés, il semble qu'à tout le moins une génération entière de Kampuchéens aura disparu.

Au cours du règne brutal du régime Pol Pot, quelque trois millions de Kampuchéens ont été victimes d'une campagne d'extermination délibérée. Les survivants sont maintenant affligés par la guerre, la maladie et la famine à une échelle sans précédent à l'époque moderne. Un pays fertile et productif, qui exportait naguère de grandes quantités de nourriture à ses voisins, gît aujourd'hui dévasté. Ses habitants n'ont ni les moyens, ni la force, ni la sécurité matérielle pour se remettre à cultiver leurs terres.

Privés de notre aide, Monsieur le Président, c'est la mort qui les attend presque tous. Notre aptitude à empêcher un si grand malheur sera une indication du degré d'humanité de la communauté

C'était ce jour...

Le 21 novembre 1763, Benjamin Franklin ouvrait des bureaux de poste à Montréal, Trois-Rivières et Québec. Franklin était alors maître des postes des colonies britanniques d'Amérique.